

Séminaire doctoral : Le financement de la privatisation des entreprises publiques burundaises

Dans le cadre des contacts avec la communauté scientifique du Burundi, la FWEG (UMONS) invite le Professeur Déo Ngendakumana, Directeur de l'IDEC (l'Institut de Développement Economique du Burundi) le 24 juin prochain. Il présentera un état de la question sur le financement de la privatisation des entreprises publiques burundaises.

La Banque Mondiale et le FMI ont poussé bon nombre de pays africains dont le Burundi à inscrire la privatisation des entreprises publiques sur leur agenda des politiques de redressement économique. Dans les débuts du programme d'ajustement structurel, des fonds spéciaux avaient même été mis à la disposition des gouvernements pour mener des études et accélérer le rythme de cette privatisation (exemple : SCEP pour le cas du Burundi). Aujourd'hui, le bilan de cette politique reste très mitigé (Ngendakumana D., « La privatisation au Burundi : dépasser l'émotionnel », in RIDEC, volume 3, N°1, Août 2008).

Face aux résultats actuels de la politique de privatisation, certains remettent purement et simplement en cause le principe de privatisation. Parmi ceux qui soutiennent la privatisation, certains évoquent le manque de volonté des pouvoirs publics de céder un secteur dont le contrôle procure malgré tout une zone de rémunération des défenseurs des régimes politiques en place. D'autres mettent en exergue d'une part la force des syndicats des travailleurs qui s'opposent à cette politique de privatisation craignant de perdre leurs emplois et d'autre part la corruption qui repousse ceux qui voudraient acquérir ces entreprises. Par contre, il est rarement fait allusion à la problématique de financement du processus de privatisation qu'il est pourtant opportun de prendre en compte.

Le Professeur Déo Ngendakumana propose de présenter les craintes généralement exprimées qui mettent un frein au processus de privatisation. Ce dernier ne doit pas nécessairement être remis en cause mais il convient de mieux analyser ses modalités de financement. Dès lors, plusieurs dimensions doivent intégrer la réflexion:

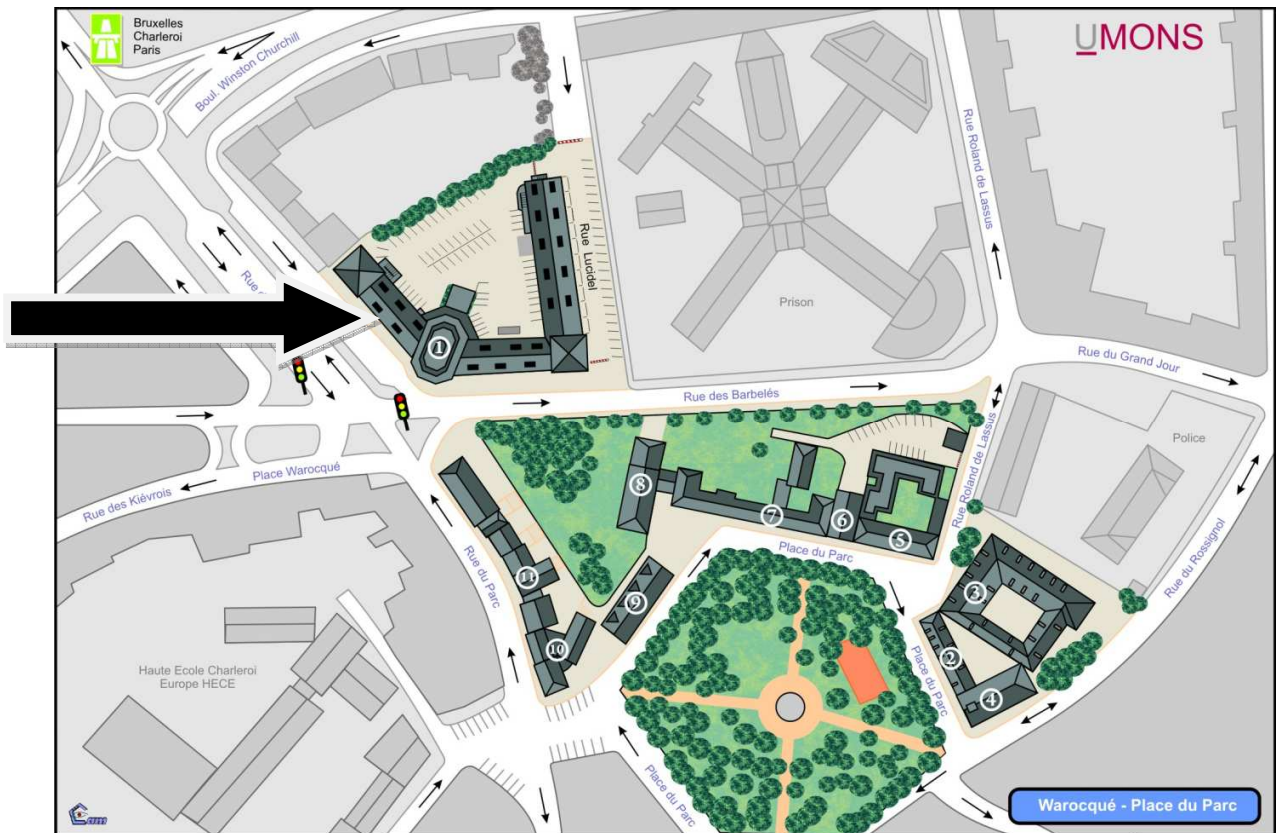
- le manque de moyens financiers pour réhabiliter certaines entreprises avant de les vendre (éventuellement progressivement) ;
- les difficultés à répondre aux réclamations syndicales lors de la déflation du personnel consécutive à la décision de privatisation ;
- la capacité à prendre la bonne décision en temps utile ;
- la capacité à trouver de nouveaux investisseurs pour l'acquisition des entreprises à céder ;
- la capacité de négociation avec les éventuels acquéreurs.

Ce sont ces différentes dimensions que le Professeur Déo Ngendakumana propose d'explorer à l'occasion du séminaire qu'il animera à Mons le 24 juin 2011.

Renseignements pratiques :

Quand : le vendredi 24 juin 2011 de 12h à 13h30

Où : FWEG-UMONS 17 place Warocqué 7000 MONS – auditoire 216 (2^e étage)



Pour rejoindre le Campus

Autoroute Partis-Bruxelles (E19-E42) : sortie 24

Train : voir SNCB

Gare de Mons : le Campus se trouve à 10 minutes à pied. Navettes gratuites des TEC jusqu'à la Place du Parc.

17, place Warocqué (1)

Faculté Warocqué d'Economie et Gestion